

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre-Val de Loire - UD 45
5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 20/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REBORN (ex CEISA PACKAGING)

873, rue de Gautray
ZI LA SAUSSAYE
45590 Saint-Cyr-En-Val

Références : 561/2025
Code AIOT : 0010005260

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement REBORN (ex CEISA PACKAGING) implanté 873, rue de Gautray ZI LA SAUSSAYE 45590 Saint-Cyr-en-Val. L'inspection a été annoncée le 07/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'effectue dans un contexte de suivi de deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure en vigueur concernant les installations exploitées par la société REBORN. L'objectif de cette visite était de réaliser un point vis-a-vis des premières échéances échues de ces deux arrêtés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REBORN (ex CEISA PACKAGING)
- 873, rue de Gautray ZI LA SAUSSAYE 45590 Saint-Cyr-en-Val
- Code AIOT : 0010005260
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REBORN Val de Loire appartient au groupe REBORN depuis fin 2020. Le groupe REBORN comprend 4 établissements, deux 2 établissements (Bernay et Montbrisson) munis de lignes de désencrage permettant de produire les granulés recyclés pour les sites d'extrusion.

Le site implanté à Saint-Cyr-en-Val est spécialisé dans l'impression par flexographie sur films polyéthylènes, fabriqués à partir des granulés recyclés en interne du groupe. L'objectif est d'atteindre une production industrielle à partir de 80 % de PE recyclé d'ici 2050.

Le site fonctionne depuis peu en 2x8h avec une trentaine de salariés et dispose actuellement de 2 lignes d'impression (Ligne Astra 4, Ligne Astra 5).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté un manchon plastique (probablement PEHD) sur l'arrivée gaz, au débouché du passage en souterrain, vers l'alimentation de l'oxydateur thermique. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de l'origine de ce manchon (réparation ou conception) qui apparaît peu commun pour ce type d'installation. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan du réseau gaz et le dernier compte-rendu de vérification des installations gaz du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des VLE sur les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019,	Avec suites, Mise en demeure, respect de	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	des rejets canalisés - rapport de contrôle	article 9.2.1.2	prescription, Demande d'action corrective		
5	Réexamen IED – BREF STS – dossier de réexamen	Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-72	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Réexamen IED – BREF STS – rapport de base	Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-59, 3°)	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Conditions de rejet – Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1	/	Demande d'action corrective	15 jours
8	Matériels utilisables en atmosphères explosibles	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.1	/	Demande d'action corrective	15 jours
9	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.2.1	/	Demande d'action corrective	15 jours
10	Situation administrative	Code de l'environnement du 11/12/2025, article R. 511-9	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Zonage ATEX	AP Complémentaire du 22/10/2019, article 7.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Emissions non canalisées de COV	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Auto-surveillance des rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des VLE sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.4 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), • à une teneur en O₂ de référence mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation. <p>Concentrations instantanées (en mg/Nm³) du conduit n°1</p> <p>Composés organiques volatils non méthanique (COVnM) : 50 mg/Nm³ (1)</p> <p>Oxydes d'azote (NOX, en équivalent NO₂) : 100 mg/Nm³</p> <p>Méthane (CH₄) : 50 mg/Nm³</p> <p>Monoxyde de carbone (CO) : 100 mg/Nm³</p>

(1) si rendement épuratoire >98 %. La VLE est ramenée à 20 mg/Nm³ dans les autres cas.

Constats :

Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 :

Les concentrations sur les paramètres CO et COVnM en sortie de l'oxydateur thermique sont supérieures aux valeurs limites d'émission (respectivement de 100 mg/Nm³ et 20 mg/Nm³, selon rendement épuratoire).

Rappel des dispositions prévues par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025 :

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL (45590) est mise en demeure de : [...]

d) respecter les dispositions de l'article 3.2.4 dans un délai maximum de deux mois ;

Les délais indiqués ci-dessus débutent à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions applicables.

Vu : rapport d'intervention par MAPE groupe du 15/05/2025. Lors de l'intervention, une vérification du rendement a été effectuée. Il est établi à 94,8 %, soit inférieur à 98 %. Le rapport met en exergue un non-respect des valeurs limites d'émission en concentration sur le paramètre COVnM (valeur moyenne des trois essais pour les COVnM est de 69,6 mg/Nm³ pour une VLE à 20 mg/L (rendement inférieur à 98%), soit plus de 3 fois supérieure à la VLE), ainsi que sur la vitesse d'éjection en sortie de l'oxydateur thermique. Toutefois la concentration moyenne en CO sur les trois essais menés est de 5,3 mg/Nm³, elle est donc conforme à la VLE définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Vu : Accusé de réception de commande pour la réalisation de nouvelles mesures au point de rejet.

L'exploitant précise que l'intervention est prévue le 17/12/2025 en présence de l'installateur de l'oxydateur thermique afin de vérifier l'ensemble des paramètres durant les mesures et d'identifier les pistes d'amélioration. L'exploitant indique que suite au sinistre en 2020 sur la ligne d'impression Astra6 (non remise en service) l'oxydateur est à présent surdimensionné. L'installateur a indiqué à l'exploitant qu'il s'avère nécessaire de revoir les paramètres de réglage de l'équipement pour l'adapter à la nouvelle configuration de production (2 lignes d'impression raccordées au lieu de 3).

La non-conformité est levée s'agissant de la valeur limite d'émission sur le paramètre CO.

Constat : La concentration sur le paramètre COVnM en sortie de l'oxydateur thermique est plus de trois fois supérieure à la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm³. L'exploitant n'étant pas en mesure de justifier du retour à la conformité, ce point constitue un non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Auto surveillance des rejets canalisés - rapport de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, rapport de contrôle
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être réalisée annuellement.</p> <p>Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception du rapport de contrôle.</p> <p>La transmission des résultats des contrôles est accompagnée de commentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur les dépassements constatés et leurs causes, • sur les actions correctrices prises ou envisagées, • sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...). <p>La température de combustion de l'oxydateur thermique sera enregistrée en continu et asservie à une alarme qui se déclenchera lorsque la température sera trop faible pour assurer l'oxydation correcte des COV</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis le rapport présentant les résultats des contrôles d'autosurveillance dès réception accompagné des commentaires sur les dépassements constatés et leurs causes, sur les actions correctrices prises ou envisagées et sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge...).</p> <p>-----</p> <p><u>Rappel des dispositions prévues par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025 :</u></p> <p>La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL (45590) est mise en demeure de : [...]</p> <p>e) respecter les dispositions de l'article 9.2.1.2 dans un délai maximum de deux mois, s'agissant de la réalisation du contrôle annuel des émissions canalisées et du rendement de l'installation de traitement thermique des COV, et de la transmission des résultats consécutifs au contrôle.</p> <p>Les délais indiqués ci-dessus débutent à compter de la notification du présent arrêté.</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions applicables.

Vu : Arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, qui précise que l'organisme MAPE Laboratoire d'essais Nord - 260, rue Blaise Pascal ZI de l'Alouette 62800 Liévin, dispose des agréments suivants : 1a, 2, 3a, 4a, 5a, 6a, 7, 9a, 10a, 11, 12, 13, 14, 15, 16a, avec une fin de validité au 31/12/2025. Cet organisme dispose des agréments nécessaires pour la réalisation du contrôle périodique à l'émission.

Vu : rapport d'intervention par MAPE groupe du 15/05/2025. Lors de l'intervention, une vérification du rendement a été effectuée. Il est établi à 94,8 %, soit inférieur à 98 %. Les contrôles sont menés selon les normes de référence et une analyse de l'impact des écarts à la norme est menée.

Le rapport d'intervention a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/10/2025 faisant suite à une relance de l'inspection des installations classées. Il n'a donc pas été transmis dès réception. L'exploitant a précisé qu'au regard des résultats non conformes, il a souhaité engager des actions pour faire part à l'inspection des installations classées de l'avancement sur ce point avant transmission. Il est à noter que la transmission tardive réalisée le 17/10/2025 n'est accompagnée d'aucun commentaire sur les actions menées, en-cours ou prévues pour remédier aux non conformités constatées.

Vu : Le suivi et l'enregistrement des températures de l'oxydateur thermique.

Constat : L'exploitant a réalisé le contrôle périodique annuel sur les rejets en sortie de l'oxydateur thermique, avec détermination du rendement de l'installation. Toutefois, le rapport associé n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées dès réception et ne comporte aucun commentaire sur les actions menées, en-cours ou prévues pour remédier aux non conformités constatées, ce qui constitue un non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Emissions non canalisées de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

[...]

Constats :

Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 :

L'exploitant rejette à l'atmosphère des émissions captées de COV (local distilleuse et station à encres) non prévues par l'arrêté. Ces émissions ne font pas l'objet des contrôles des valeurs limites d'émissions définies par l'article 3.2.4.

Rappel des dispositions prévues par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025 :

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL (45590) est mise en demeure de : [...]

b) respecter les dispositions de l'article 3.2.1 dans un délai maximum de douze mois, s'agissant du traitement des émissions canalisées de COV du local distilleuse et de la station à encres ;

Les délais indiqués ci-dessus débutent à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions applicables.

Le délai accordé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure n'est pas échu à date.

Vu : Arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, qui précise que l'organisme KALI'AIR Centre - 700, rue Léonard de Vinci ZAC Des Châtelliers 45400 Semoy, dispose des agréments suivants : 1a, 2, 3a, 4a, 5a, 6a, 7, 9a, 10a, 11, 12, 13, 14, 15, 16a, avec une fin de validité au 31/12/2027. Cet organisme dispose des agréments nécessaires pour la réalisation du contrôle périodique à l'émission.

Vu : rapport d'intervention par KALI'AIR Centre du 08/01/2025 sur les prélèvements et analyses aux points de rejets canalisés des installations (hors oxydateur) suivant : local distillation conduits n°1, n°2 et n°3, et local station encres.

L'inspection des installations classées constate, sur la base du rapport d'intervention KALI'AIR :

- que les trois rejets associés à la distilleuse sont associés aux événements des cuves de la distilleuse (conduit n°2), du bac de récupération des solvants régénérés (conduit n°3) et de la cuve de solvants souillés (conduit n°1).

- que les flux d'émission sont très faibles car, en effet, il s'agit de la respiration des cuves ;

- qu'à ce titre les trois conduits précités constituent des émissions captées mais non canalisées au sens de la réglementation, les émissions des événements étant considérées comme des émissions diffuses. A ce titre, sous réserve du respect des dispositions de l'article 3.2.5.2 "Emissions diffuses", le traitement des rejets n'est pas obligatoire ;

- que le rejet associé au local de la station encres, muni d'une extraction mécanique, est un rejet canalisé qui doit être suivi au titre de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
- que ce rejet ne relève pas des dispositions de l'arrêté ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 [...], au regard du champ d'application et des exclusions présentées au dernier alinéa de l'article 1 car s'agissant d'un local dédié à "la fabrication de mélanges de revêtement, [...], d'encres, [...]" ;
- que ce rejet relève donc des dispositions de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et en particulier de l'article 30 partie 23° (rappelé ci-après) pour "la fabrication de mélanges de revêtement, [...], d'encres, [...]" ;
- que la moyenne des trois mesures sur le paramètre COV_{NM} s'établit à 108 mg/Nm³, soit inférieure à 110 mg/Nm³, pour une valeur maximale de 162 mg/Nm³.

L'exploitant doit intégrer le point de rejet des émissions atmosphériques du local "station encres" dans son programme de surveillance des émissions en COV du site au titre de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 (fréquence annuelle par un organisme agréé).

Rappel des dispositions de l'article 30 23°) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 :

23° Fabrication de mélanges, revêtements, vernis, encres et colles (fabrication de produits finis et semi-finis, réalisée par mélange de pigments, de résines et de matières adhésives à l'aide de solvants organiques ou par d'autres moyens ; la fabrication couvre la dispersion et la prédispersion, la correction de la viscosité et de la teinte et le transvasement du produit final dans son contenant) : si la consommation de solvants est supérieure à 100 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :

"Si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 1 000 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 110 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les mélanges dans un récipient fermé hermétiquement ;

Si la consommation de solvant est supérieure à 1 000 tonnes par an, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 110 mg/m³. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 3 % de la quantité de solvants utilisée. Le flux des émissions diffuses ne comprend pas les solvants vendus avec les mélanges dans un récipient fermé hermétiquement."

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales (diffuses et canalisées) de COV sont inférieures ou égales à :

- 5 % de la quantité de solvants utilisée, si celle-ci est inférieure ou égale à 1 000 tonnes par an ;*
- 3 % de la quantité de solvants utilisée, si celle-ci est supérieure à 1 000 tonnes par an".*

Vu : le plan de gestion des solvants établi au titre de l'année 2024 et transmis à l'inspection des installations classées via la plateforme GEREPE, qui indique :

- consommation de solvants (E1 - O8) = 225,539 tonnes ;
- quantité de solvants utilisés (I1 + I2) = 246,739 tonnes ;
- émissions totales (canalisées + diffuses) = 19,378 tonnes.

La quantité de solvants utilisés est inférieure à 1000 tonnes. Les émissions totales de COV sont supérieures à 5% de la quantité de solvants utilisés (12,34 tonnes). La valeur limite d'émission applicable est ainsi de 110 mg/Nm³ au point de rejet du local station encres.

Par ailleurs, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 précise :

"Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :

1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente [...];

2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission."

La valeur limite d'émission étant de 110 mg/Nm³, aucune mesure moyenne horaire ne doit dépasser 165 mg/Nm³.

Fort de ces constats, la mise en place d'un traitement en sortie des rejets de la distilleuse et du local station encres n'apparaît pas obligatoire. La non-conformité est levée. Ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être levé.

A noter toutefois, que les résultats des mesures révèlent des valeurs très proches de la VLE en concentration de 110 mg/Nm³ en valeur moyenne. A cet égard, l'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de considérer la mise en place d'un traitement des COV sur ce point de rejet au regard des conditions de fonctionnement variables et des incertitudes liées aux mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Auto-surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'oxydateur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant procède à la mesure des paramètres visés ci-dessous sur le point de rejet défini à l'article 3.2.2 selon la périodicité suivante :

Paramètres // Fréquence

Débit // Annuelle

Composés organiques volatils non méthanique (COV_{nm}) // Annuelle

Oxydes d'azote (NO_x, en équivalent NO₂) // Annuelle

Méthane (CH₄) // Annuelle

Monoxyde de carbone (CO) // Annuelle

Une vérification du rendement de l'installation de traitement thermique des COV doit être

réalisée annuellement.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Ce contrôle est effectué par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Constats :

Rappel du constat émis lors de la visite d'inspection du 05/11/2024 :

L'exploitant n'a pas réalisé la mesure annuelle des polluants émis au point de rejet en sortie de l'oxydateur thermique. La vérification annuelle du rendement de l'installation de traitement thermique des COV n'a pas été réalisée.

Rappel des dispositions prévues par l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025 :

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL (45590) est mise en demeure de : [...]

e) respecter les dispositions de l'article 9.2.1.2 dans un délai maximum de deux mois, s'agissant de la réalisation du contrôle annuel des émissions canalisées et du rendement de l'installation de traitement thermique des COV, et de la transmission des résultats consécutifs au contrôle.

Les délais indiqués ci-dessus débutent à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les documents justificatifs du respect des dispositions applicables.

Vu : Arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, qui précise que l'organisme MAPE Laboratoire d'essais Nord - 260, rue Blaise Pascal ZI de l'Alouette 62800 Liévin, dispose des agréments suivants : 1a, 2, 3a, 4a, 5a, 6a, 7, 9a, 10a, 11, 12, 13, 14, 15, 16a, avec une fin de validité au 31/12/2025. Cet organisme dispose des agréments nécessaires pour la réalisation du contrôle périodique à l'émission.

Vu : rapport d'intervention par MAPE groupe du 15/05/2025. Lors de l'intervention, une vérification du rendement a été effectuée. Il est établi à 94,8 %, soit inférieur à 98 %. Les contrôles sont menés selon les normes de référence et une analyse de l'impact des écarts à la norme est menée.

Le rapport d'intervention a été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 17/10/2025. Ce contrôle annuel a été réalisé sur les paramètres attendus avec détermination du rendement de l'installation par un organisme agréé.

La non-conformité est levée. **Ce point satisfait pour partie au point e) de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/07/2025, relatif à la réalisation du contrôle annuel des émissions canalisées.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Réexamen IED – BREF STS – dossier de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-72
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED – BREF STS – dossier de réexamen
Prescription contrôlée : Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : <u>Rappel des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/05/2022 :</u> La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL est mise en demeure de : <ul style="list-style-type: none">- respecter les dispositions de l'article R. 515-71 du code de l'environnement en déposant un dossier de réexamen complet et conforme à l'article R. 515-72 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté,- respecter les dispositions de l'article L. 515-30 du code de l'environnement en déposant le rapport de base conforme au 3° de l'article R. 515-59 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'échéance accordée est à présent échue. Par courrier du 16 juin 2023, l'exploitant a transmis à la préfecture du Loiret le dossier de réexamen ainsi que le rapport de base. Par courrier du 09/05/2025, l'inspection des installations classées a formulé une demande de compléments, suivi de relances par courriels des 08/10/2025 et 07/11/2025. Des premiers éléments de réponse sont parvenus par courriel du 09/12/2025, en réponse à la demande formulée dans le cadre de la présente visite d'inspection. Vu : bon de commande du 08/10/2025 pour une prestation complémentaire de la société DEKRA dans le cadre de l'accompagnement à la réactualisation du dossier IED. La commande n'est pas signée. Vu : l'avenant émis par la société DEKRA . Vu : le bon de commande transmis à la société DEKRA le 05/12/25 pour engager les investigations des sols en vue de compléter le rapport de base. Par ailleurs l'exploitant indique que s'agissant des investigations à mener sur les eaux souterraines, la pose de piézomètres a été inscrit au budget 2026. La commande sera passée lorsque que le budget investissement aura été validé par la Direction Générale du groupe. <u>L'inspection des installations classées rappelle que le dossier de réexamen complet peut être</u>

complété et transmis indépendamment de l'avancement des travaux nécessaires à la mise à jour du rapport de base.

Constat : L'exploitant n'a pas déposé de dossier de réexamen IED complet à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancement de ses actions et une réponse doit être apportée rapidement au courrier du 09/05/2025 précisant les échéances de réalisation des actions à mener.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Réexamen IED – BREF STS – rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/11/2023, article R. 515-59, 3°)

Thème(s) : Situation administrative, Réexamen IED – BREF STS – rapport de base

Prescription contrôlée :

Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.

Constats :

Rappel des dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22/05/2022 :

La société REBORN NORMANDIE dont le siège social est situé au 246 rue du Général Maurice Bourgeois à BERNAY (27304), exploitant une installation d'impression sur films plastiques par flexographie, au 873 rue de Gautray sur la commune de SAINT-CYR-EN-VAL est mise en demeure de : [...]

- respecter les dispositions de l'article L. 515-30 du code de l'environnement en déposant le rapport de base conforme au 3°) de l'article R. 515-59 du code de l'environnement dans un délai maximum de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'échéance accordée est à présent échue.

Par courrier du 16 juin 2023, l'exploitant a transmis à la préfecture du Loiret le dossier de réexamen ainsi que le rapport de base.

Par courrier du 09/05/2025, l'inspection des installations classées a formulé une demande de compléments, suivi de relances par courriels des 08/10/2025 et 07/11/2025.

Des premiers éléments de réponse sont parvenus par courriel du 09/12/2025, en réponse à la demande formulée dans le cadre de la présente visite d'inspection.

Vu : bon de commande du 08/10/2025 pour une prestation complémentaire de la société DEKRA dans le cadre de l'accompagnement à la réactualisation du dossier IED. La commande n'est pas signée.

Vu : l'avenant émis par la société DEKRA .

Vu : le bon de commande transmis à la société DEKRA le 05/12/25 pour engager les investigations des sols en vue de compléter le rapport de base.

Par ailleurs l'exploitant indique que s'agissant des investigations à mener sur les eaux souterraines, la pose de piézomètres a été inscrit au budget 2026. La commande sera passée lorsque que le budget investissement aura été validé par la Direction Générale du groupe.

Constat : L'exploitant n'a pas déposé de rapport de base complet à l'inspection des installations classées. L'exploitant doit tenir informée l'inspection des installations classées de l'avancement de ses actions et une réponse doit être apportée rapidement au courrier du 09/05/2025 précisant les échéances de réalisation des actions à mener.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Conditions de rejet – Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des rejets de la distilleuse

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. [...]

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

Constats :

Vu : la distilleuse du site dont les émissions sont théoriquement raccordées pour être traitées par l'oxydateur thermique du site, et dont la tuyauterie n'est pas raccordée : absence de bride de raccordement et présence d'un décalage de 2 cm environ remettant en cause la bonne captation des rejets en COV de l'installation.

Constat : La distilleuse n'est pas correctement raccordée au réseau d'aspiration vers l'oxydateur thermique de traitement des rejets canalisés en COV. L'exploitant ne prend pas les mesures permettant d'assurer une bonne captation et collecte des émissions canalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Prescription contrôlée : [...] Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle. [...]
Constats : Vu : la distilleuse et les équipements associés. Il est constaté que la hotte de captation du fût de récupération des boues issues de la distilleuse est mise à la terre (présence d'une pince). Cette hotte est munie d'une seconde pince qui devrait être positionnée sur le fût de récupération. Ce dernier n'est donc pas correctement mis à la terre. Constat : Le fût métallique de récupération des boues de la distilleuse n'est pas raccordé à la terre. Cet état présente un risque d'accumulation de charges susceptible de conduire à une étincelle et à l'inflammation de vapeurs inflammables (zone ATEX).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2019, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes en zone ATEX
Prescription contrôlée : [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. [...]
Constats : Vu : la distilleuse et les équipements associés. Il est constaté que la hotte de captation du fût de récupération des boues issues de la distilleuse est mise à la terre (présence d'une pince). Cette

hotte est munie d'une seconde pince qui devrait être positionnée sur le fût de récupération. Ce dernier n'est donc pas correctement mis à la terre.

Constat : Les consignes de mise à la terre ne sont pas rappelées au niveau de la distilleuse. Un rappel des consignes nécessite également d'être effectué auprès des salariés concernés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/12/2025, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique 2910

Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E)

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)

B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :

1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW (E)

2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW (A -3)

La puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Ces puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.

On entend par « biomasse », au sens de la rubrique 2910 :

- a) Les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique ;
- b) Les déchets ci-après :

- i) Déchets végétaux agricoles et forestiers ;
- ii) Déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée ;
- iii) Déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée ;
- iv) Déchets de liège ;
- v) Déchets de bois, à l'exception des déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement tels que les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.

(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.

Constats :

Vu : l'évacuation de la ligne d'impression ASTREA6 suite à l'incendie survenu en 2020.
Vu : la présence de la chaudière dédiée à cet équipement, toujours présent sur le site, à l'arrêt depuis et n'ayant pas vocation à être remise en service.
Le tableau de classement de l'établissement ne comprend pas la rubrique 2910 relative aux installations de combustion.

Constat : L'exploitant positionnera ses activités vis-a-vis de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE. Le seuil de la déclaration pour cette rubrique est défini à 1 MW.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2019, article 7.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Poste de lavage manuel des clichés

Prescription contrôlée :

Article 7.1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la

construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. [...]

Article 7.2.1 - Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Vu : poste de lavage des clichés

Vu : rapport de détermination du zonage ATEX de l'établissement, établi en juillet 2020 par la société APAVE. Le rapport identifie les postes de nettoyage des clichés dans les activités et équipements du site. Toutefois, le rapport ne justifie pas de l'exclusion de tout risque de formation d'une atmosphère explosible à ce poste de lavage des clichés au regard de l'utilisation de substances inflammables.

Constat : L'exploitant doit justifier de l'absence de risque d'émission de vapeurs inflammables au poste de lavage manuel des clichés au regard des substances mises en œuvre (y compris fût de récupération des égouttures en point bas).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois